



**Conseil d'administration
du Programme des Nations Unies
pour le développement
et du Fonds des Nations Unies
pour la population**

Distr. générale
1er avril 2003
Français
Original: anglais

Session annuelle de 2003

6-20 juin 2003

Point 13 de l'ordre du jour provisoire

FNUAP

Fonds des Nations Unies pour la population

Rapports du Corps commun d'inspection

Introduction

1. Le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) présente son rapport sur la suite donnée aux rapports du Corps commun d'inspection (CCI) dans le cadre du rapport annuel du Directeur exécutif et de l'harmonisation des modalités d'établissement des rapports avec celles du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF).

2. En 2002, le FNUAP a fourni des éléments au Corps commun d'inspection pour l'établissement de nombreux rapports et études, notamment les rapports sur l'audit de gestion sur les pratiques de l'Organisation et des fonds et programmes des Nations Unies en matière d'externalisation, les dépenses d'appui relatives aux activités extrabudgétaires dans les organisations du système des Nations Unies, les activités productrices de recettes dans le système des Nations Unies, le versement d'une somme forfaitaire au lieu du droit traditionnel à l'expédition des effets personnels, la réforme de l'administration de la justice dans le système des Nations Unies : options pour la création d'instances supérieures de recours, la présence et la coordination régionales de l'Organisation des Nations Unies : le cas des pays arabes. Le FNUAP a également fait part de ses réactions et de ses observations concernant plusieurs rapports. En outre, certains rapports reçus du Corps commun d'inspection ont été mis à la disposition des cadres du FNUAP intéressés pour information et examen.

3. On trouvera ci-après un résumé des observations faites par le FNUAP concernant les recommandations qui le concernent plus particulièrement des rapports mentionnés ci-dessus.



II.A Audit de gestion sur les pratiques de l'Organisation des Nations Unies et des fonds et programmes des Nations Unies en matière d'externalisation

Contenu

4. Ce rapport avait pour objet de déterminer si les opérations d'externalisation menées en 1999 et en 2000 par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies et les fonds et programmes des Nations Unies avaient été conformes, et dans quelle mesure, aux directives données par l'Assemblée générale dans sa résolution 55/232, en particulier en ce qui concerne les raisons, les objectifs et les critères du recours à des services extérieurs.

Observations du FNUAP

5. Dans l'ensemble, le FNUAP a apprécié le caractère complet du rapport et a souscrit entièrement aux principes décrits par le Corps commun d'inspection dans ses 11 recommandations. Néanmoins, il a demandé que les conditions et le contexte particuliers du fonctionnement de chaque institution soient dûment pris en considération. En conséquence, le Fonds a estimé que les recommandations du Corps commun d'inspection devraient être considérées comme des principes directeurs visant à faciliter l'externalisation en tant que stratégie viable et avantageuse pour s'assurer des services qui peuvent être nécessaires pour diverses raisons. Qu'il s'agisse de services dont elle ne dispose pas, ou dont elle ait besoin temporairement, ou encore de services qui ne relèvent pas de ses compétences habituelles, ou simplement moins onéreux à l'extérieur, il appartient à l'organisme intéressé d'arrêter la stratégie qui lui convient pour trouver les compétences requises. Par ailleurs, aussi utiles que puissent être des principes directeurs à ce sujet, il appartient à chaque institution de déterminer comment les procédures appropriées seraient appliquées. Le FNUAP a fait remarquer que le recours à des entrepreneurs suffisamment qualifiés et honorablement connus, une fois les mécanismes nécessaires d'encadrement et de contrôle mis en place, pourrait faciliter dans une large mesure la décentralisation. Il n'est pas favorable à l'imposition de contrôles réglementaires stricts susceptibles d'interdire de telles initiatives.

Les dépenses d'appui relatives aux activités extrabudgétaires dans les organisations du système des Nations Unies

Contenu

6. Ce rapport avait pour objet l'analyse générale, à l'échelle du système, de l'adoption et de l'application de politiques de financement des dépenses d'appui au moyen de ressources extrabudgétaires, ainsi que des méthodes de mesure des coûts sous l'angle des politiques générales plutôt que du point de vue technique.

Observations du FNUAP

7. Le FNUAP a reconnu le bien-fondé de nombreuses observations formulées dans le rapport, qui contenait des éclaircissements et des recommandations utiles pour les initiatives qu'il avait prises dans le cadre de l'examen de la gestion du cofinancement, notamment du traitement du taux de recouvrement des coûts et du

coefficient des frais généraux.. Le Fonds procédera à une analyse des coûts directs et indirects de l'appui au programme en 2003, en concertation avec d'autres organismes des Nations Unies, en vue de soumettre une politique révisée à l'approbation du Conseil d'administration. Chaque fois que possible, il s'efforcera d'inclure les recommandations du rapport du Corps commun d'inspection dans ses propositions.

Les activités productrices de recettes dans le système des Nations Unies

Contenu

8. Ce rapport avait pour objet l'analyse des politiques et des pratiques du système des Nations Unies concernant les activités productrices de recettes, aux fins de la définition d'un cadre cohérent pour ces activités et d'une gestion plus efficace.

Observations du FNUAP

9. Le FNUAP a jugé cette étude utile en raison du très grand nombre de questions traitées et des précisions apportées sur les approches et les stratégies adoptées par les organismes des Nations Unies. Le Fonds a noté qu'elle portait sur un domaine appelé à prendre encore de l'importance et susceptible d'être enrichi par le dialogue et l'échange d'informations entre les institutions. Dans le respect de la réforme et de l'harmonisation des pratiques du système, le Fonds pourrait envisager de soumettre la question à un examen plus approfondi par un mécanisme approprié prévu dans le cadre de l'une des nombreuses initiatives actuelles prises au titre de la réforme.

Possibilités pour les fonctionnaires de bénéficier d'un versement forfaitaire au lieu du droit traditionnel à l'expédition des effets personnels : étude de quelques organismes du système des Nations Unies

Contenu

10. Cette note du Corps commun d'inspection avait pour objet l'examen du droit à l'expédition des effets personnels dans le système des Nations Unies et de la possibilité de bénéficier d'un versement forfaitaire lors des recrutements initiaux, du changement de lieu d'affectation et de la cessation de service (rapatriement).

Observations du FNUAP

11. Le FNUAP a estimé que l'option d'un versement forfaitaire devait être maintenue car elle avait été bien accueillie par le personnel et réduisait les formalités administratives. En conséquence, il serait utile d'avoir une analyse des expériences pilotes menées au titre de cette option par d'autres organismes afin de déterminer si la stratégie demandait à être améliorée. On pourrait par exemple voir combien de fonctionnaires avaient choisi le versement d'une somme forfaitaire, quelles économies, le cas échéant, avaient été réalisées sur les coûts, et si les sommes forfaitaires payées étaient trop faibles ou trop élevées.

Réforme de l'administration de la justice dans le système des Nations Unies : options pour la création d'instances supérieures de recours

Contenu

12. Ce rapport devait permettre d'examiner, dans le cadre de la réforme de l'administration de la justice dans le système des Nations Unies, la possibilité de créer, en consultation avec les diverses institutions qui en font partie et compte tenu du cadre juridique propre aux différents États Membres, une instance supérieure ayant compétence à l'égard des décisions définitives des deux principaux tribunaux administratifs internationaux, à savoir le Tribunal administratif de l'Organisation internationale du Travail et le Tribunal administratif des Nations Unies.

Observations du FNUAP

13. Le FNUAP a souscrit à toutes les recommandations formulées dans le rapport à l'exception de celle qui concernait la création d'un organe spécialement chargé de réexaminer les décisions des deux tribunaux, estimant qu'un tel organe coûterait cher et que les procédures seraient trop longues. Si des problèmes se posaient dans les tribunaux (s'ils outrepassaient leur compétence ou commettaient des erreurs fondamentales de procédure), il serait préférable de s'attaquer à ces problèmes plutôt que d'ajouter une structure au système judiciaire.

F. Présence et coordination régionales du système des Nations Unies : le cas des pays arabes

Contenu

14. Cette note du Corps commun d'inspection avait pour objet l'analyse de la présence du système des Nations Unies dans les pays arabes, ainsi que l'évaluation des mécanismes de coordination des activités au niveau régional et des modalités permettant de les améliorer.

Observations du FNUAP

15. D'une façon générale, le FNUAP a estimé insuffisante l'analyse des problèmes graves de coordination touchant les thèmes sociaux importants. Par ailleurs, il a également trouvé préoccupant le fait que le Cadre de coopération régionale du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) fasse du Bureau régional pour les États arabes un mécanisme de plus de programmation et de coordination de l'appui du système des Nations Unies au niveau régional.

16. Le FNUAP a souligné que les secrétaires exécutifs des commissions économiques, notamment la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO), étaient déjà chargés d'organiser des réunions annuelles des chefs des bureaux régionaux et des chefs de division pour leur permettre de coordonner les activités régionales. À cet égard, le Fonds a souscrit à la recommandation en faveur de la tenue d'une réunion du Groupe régional de coordination consacrée à la définition d'une stratégie régionale collective et à la détermination des priorités et des projets régionaux ou inter-États. Le FNUAP a également fait observer que le Groupe de coordination régionale pourrait constituer

un mécanisme régional d'appui au système des coordonnateurs résidents des Nations Unies pour l'établissement de rapports sur la réalisation des objectifs du Millénaire en matière de développement au niveau de chaque pays. Le FNUAP a souligné que le Groupe des Nations Unies pour le développement était déjà chargé d'harmoniser et de coordonner les activités administratives et opérationnelles de ses membres. Un troisième niveau de rationalisation et de coordination d'une stratégie et d'activités régionales collectives serait donc inutile. La responsabilité de la programmation et de la coordination des activités effectives définies dans la stratégie devrait revenir à l'organisme ayant le mandat ou l'avantage comparatif pour le faire.

Recommandation

17. Le Conseil d'administration voudra peut-être prendre note du présent rapport.
